



santé
famille
retraite
services

Loire-Atlantique - Vendée

LES MODALITÉS DE PAIEMENT ET PÉNALITÉS

COTISATIONS

Fiche 13

MODALITES DE PAIEMENT

Pour régler les cotisations et contributions, plusieurs modes de paiement sont proposés aux adhérents : Le prélèvement mensuel, le prélèvement aux échéances, le télé règlement.

LE PRELEVEMENT - MENSUALISATION

La mensualisation permet d'étaler le paiement des cotisations sociales et contributions d'une façon régulière sur l'ensemble de l'année. Ce choix est obligatoirement lié au prélèvement bancaire.

A QUI S'ADRESSE LE PRELEVEMENT MENSUEL ?

Le choix du prélèvement mensuel peut être fait par l'adhérent affilié en qualité de chef d'exploitation, de chef d'entreprise ou de cotisant de solidarité.

COMMENT EN FAIRE LA DEMANDE ?

L'option pour la mensualisation peut être demandée à tout moment, à l'aide du formulaire « Demande de mensualisation des cotisations et contributions ». Ce document est à disposition sur notre site www.loire-atlantique-vendee.msa.fr.

POUR QUELLES EMISSIONS ?

La mensualisation s'applique uniquement aux cotisations et contributions de l'année en cours.

Pour les émissions rectificatives, effectuées sur des exercices antérieurs, un seul prélèvement est réalisé à la date figurant sur le bordereau d'appel.

COMMENT SE PRESENTE ET SE CALCULE L'ECHEANCIER ?

La MSA adresse à l'adhérent mensualisé un échéancier précisant pour chaque mensualité :

- la date du prélèvement mensuel,
- le montant de l'échéance mensuelle (ainsi que le détail correspondant aux cotisations et aux contributions),
- les références du compte bancaire sur lequel le prélèvement sera effectué.

La mensualisation est reconduite automatiquement chaque année. Pour y renoncer, le formulaire de demande de renonciation aux prélèvements mensuels est disponible sur notre site Internet.

MSA Loire-Atlantique - Vendée

Site de Vendée

33 boulevard Réaumur
85933 LA ROCHE SUR YON Cedex 9
tél. 02 51 36 88 88 - fax. 02 51 36 88 55

Site de Loire-Atlantique

2 impasse de l'Espéranto – Saint-Herblain
44957 NANTES Cedex 9
tél. 02 40 41 39 39 - fax. 02 40 41 39 19

loire-atlantique-vendee.msa.fr

LE PRELEVEMENT AUX ECHEANCES

Ce choix peut être fait par tout adhérent titulaire d'un compte bancaire ou postal.

COMMENT EN FAIRE LA DEMANDE ?

L'imprimé « Mandat de prélèvement SEPA » doit être retourné à la MSA, dûment complété et signé, accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire. Ce document est également disponible sur notre site Internet.

POUR QUELLES ECHEANCES ?

Dès que la demande de prélèvements est enregistrée, ce mode de paiement s'applique à chaque émission de cotisations et contributions (appels provisionnels, émission annuelle et émissions rectificatives), le jour de la date limite de paiement notifiée sur le bordereau d'appel.

OBLIGATIONS DE L'ADHERENT

➤ **VERIFICATION DU BORDEREAU D'APPEL :**

- Les références bancaires, figurant sur le bordereau, sont erronées ou ont changé, un nouveau Relevé d'Identité Bancaire doit être adressé à la Caisse, **au moins 10 jours avant la date du prélèvement.**
- Le montant à prélever semble erroné, l'adhérent doit intervenir auprès de la Caisse, **au moins 10 jours avant la date du prélèvement.**

➤ **APPROVISIONNEMENT DU COMPTE BANCAIRE :**

En cas de provision de compte insuffisante, la somme due ne pourra être prélevée et des majorations de retard seront appliquées.

COMMENT ANNULER UNE AUTORISATION DE PRELEVEMENTS ?

L'annulation d'une autorisation de prélèvements peut être demandée, par l'adhérent, par simple demande adressée à la MSA. Elle est prise en compte pour les émissions à venir.

Pour les montants déjà notifiés, l'adhérent, souhaitant annuler le prélèvement à venir, doit intervenir auprès de sa banque.

LE TELE-REGLEMENT

Le télé-règlement n'est pas un prélèvement automatique. En effet, il nécessite une validation de l'adhérent pour chaque règlement.

Ce mode de paiement dématérialisé permet de régler rapidement et, en toute sécurité, les factures de cotisations et contributions personnelles, depuis « Mon espace privé MSA ».

Pour utiliser le service « Télé-règlement des factures », l'adhérent doit avoir désigné, auprès de la MSA, un compte bancaire, à l'aide du service en ligne « Gestion Compte(s) Télé-règlement et avoir reçu un bordereau d'appel.

Le prélèvement intervient le jour de la date limite de paiement.

VERSEMENT D'UN A -VALOIR

Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole, relevant fiscalement du régime du réel, peuvent demander à régler, par anticipation, jusqu'à 75% des cotisations émises l'année N, à valoir sur les cotisations N+1. Sont prises en compte pour la détermination de la limite des 75%, les dernières cotisations émises pour le chef et les membres de sa famille au titre des cotisations AMEXA, Invalidité, IJ AMEXA, AF, AVA, AVI, RCO, ATEXA.

COMMENT EN FAIRE LA DEMANDE ?

- La demande doit être formulée par l'adhérent auprès de la MSA ; l'imprimé « versement d'un à-valoir de cotisations » est disponible sur le site Internet.
- Le paiement de l'à-valoir doit être joint à la demande.
- **La date limite de paiement est le 31 décembre de l'année N pour les cotisations N+1.**

Après vérification de la recevabilité de la demande, une attestation de paiement de l'à-valoir sera adressée à l'intéressé, attestation à remettre aux services fiscaux.

PENALITES DE RETARD - MAJORATIONS

➤ **PENALITES POUR RECEPTION TARDIF DU REVENU PROFESSIONNEL**

La déclaration de revenus professionnels doit être réalisée sur la plateforme : www.impots.gouv.fr, aux dates limites fixées selon votre département, dans le cadre de l'Unification de la Déclaration Fiscale et Sociale.

La déclaration du revenu réalisée après cette date limite, entraîne l'application d'une pénalité de 5 %, sur les cotisations et contributions calculées sur l'assiette utilisant les revenus professionnels.

➤ **MAJORATION POUR ABSENCE DE PAIEMENT OU PAIEMENT TARDIF DES COTISATIONS**

Une majoration initiale de 5 % est appliquée au montant restant dû, dès le lendemain de la date limite de paiement.

Une majoration complémentaire de 0,2 % du montant des cotisations dues, par mois ou fraction de mois écoulé, est appliquée à compter de la date limite de paiement (décret 2008-657 du 02.07.2008).

PARTICULARITE POUR LES COTISANTS DE SOLIDARITE

La MSA adresse une mise en demeure aux cotisants de solidarité n'ayant pas fourni leur revenu professionnel.

Le défaut de transmission du revenu dans le délai d'un mois, suivant la notification de la mise en demeure (voir fiche 8), donne lieu à une majoration de **5 %** au lieu de 10 % (année précédentes), des cotisations émises pour l'année.

Cette majoration peut faire l'objet d'une demande de remise de la part de l'adhérent.

Les pénalités et majorations sont notifiées sur le bordereau d'appel des cotisations ou par courrier spécifique.

DIFFICULTES DE PAIEMENT

Les adhérents qui connaissent des difficultés importantes, sont invités à prendre contact avec le service « Recouvrement » de la Caisse dans les plus brefs délais, à réception de leur bordereau d'appel.

RECOURS POSSIBLE DE L'ADHERENT

Qu'il s'agisse de majorations liées au paiement tardif des cotisations, ou de pénalités et majorations liées à la transmission incomplète ou inexacte, transmission tardive ou non retour du revenu professionnel, l'adhérent peut demander la remise gracieuse des majorations ou pénalités de retard.

Pour en effectuer la demande, il doit :

- Motiver les raisons qui ont entraîné une inexactitude dans la production des pièces ou un retard dans le paiement des cotisations,
- Avoir réglé la totalité des cotisations ayant donné lieu à l'application des majorations,
- Avoir adressé, dûment complété, l'ensemble des déclarations de revenus professionnels nécessaires au calcul définitif de ses cotisations.

Cette demande est recevable si présentée :

- Par écrit à la Commission de Recours Amiable (CRA) de la MSA Loire-Atlantique - Vendée
33 boulevard Réaumur
85 933 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9.
- Dans un délai de 6 mois suivant la date du règlement de la totalité des cotisations et/ou du retour des imprimés de déclaration des revenus professionnels.

La décision de la CRA est notifiée par écrit à l'adhérent. Selon sa situation, et les motifs invoqués à l'appui de la demande, la remise peut être accordée partiellement ou en totalité ; un refus peut être également notifié.